

Les Pieux. Au collège Le Castillon, élus, parents et enseignants se sont réunis

Une fermeture de classe menace le collège

LES CONDITIONS de la prochaine rentrée interrogent déjà les parents d'élèves du collège des Pieux au vu des dernières informations reçues. Parents, élus et enseignants se sont retrouvés au sujet d'une menace de fermeture de classe.

Le compte n'y est pas

Lors de cette réunion où étaient présentes Catherine Bihel, maire des Pieux et Mélanie Clément, adjointe au scolaire, parmi les enseignants et représentants de l'APE, le principal du collège Stéphane Loisel a présenté la dotation accordée au collège pieusais pour la rentrée prochaine. Et pour eux, le compte n'y est pas. « Cette dotation supprime les moyens alloués au fonctionnement d'une classe, en se basant sur des projections d'effectifs totalement erronées. Comme par hasard, on ferme une classe en estimant un niveau à 119 élèves, alors que le seuil pour maintenir une classe est de 120 élèves », souligne l'un des représentants élus au conseil d'administration. « Pourtant, nous avons effectué un sondage précis qui nous permet d'affirmer que les élèves seront au minimum 123. »

Les parents d'élèves, étonnés de cette manière de procéder, se sont ensuite demandé « dans quelles mesures la classe perdue, qui est pourtant due, pourra-t-elle être récupérée ? » L'objet de cette rencontre a été avant tout de mettre ces interlocuteurs concernés autour de la table, pour ensuite établir une stratégie commune et agir. « Nous ne pouvons qu'être satisfaits de voir que nous sommes tous du même avis », ont-ils considéré avant de décider de solliciter une audience auprès de la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale de la Manche à Saint-Lô.

« Sans raison valable »

« Une délégation va demander à être reçue, avec des élues dont l'implication est essentielle », ajoute un enseignant. « Cette situation doit évoluer car elle est tout simplement injuste puisqu'on nous prive d'une classe sans raison valable. Et aussi parce que cela va nécessairement remettre en question les conditions d'enseignement et

d'accompagnement de tous les élèves si la situation n'évolue pas », ajoute un parent d'élève.

Tous ont conclu ainsi : « Nous ne nous contenterons pas des ajustements de dernière minute en juin, voire plus tard. Nous voulons des moyens car nous y avons tout simplement le droit. »



Les parents d'élèves, élus et enseignants se sont retrouvés pour parler de la nouvelle dotation.